

# L'EUROPE SEULE FACE À SES MENACES

Face au risque terroriste, l'Europe ne peut plus refuser de reconnaître qu'il lui faut agir : protéger ses frontières extérieures, ses citoyens et défendre ses valeurs. Ne doit-elle pas, pour y parvenir, choisir de devenir une « puissance dure » à même de résister aux trois menaces qui sont à ses portes : le djihadisme, le poutinisme et le populisme ?



© AMB / Phnom Penh / Jules Eisenchteter

**A**près Paris, Bruxelles. La cible des terroristes n'est pas le monde francophone européen comme l'avancent, avec une certaine mauvaise foi, certains analystes d'origine, pour la plupart anglophones. C'est l'Europe dans son ensemble, l'Europe dans son essence, comme projet de réconciliation aboutie entre ses membres, à travers ses valeurs, son style de vie et ses pratiques démocratiques, alors même que Chiites et Sunnites se déchirent au sein du monde musulman depuis plus de mille ans.

Alors que les menaces s'accroissent et se rapprochent de ses frontières, au sud comme à l'est, et à l'intérieur de ses frontières, via des attentats terroristes qui sont le plus souvent le fait de ses propres enfants, l'Europe prendra-t-elle conscience, qu'elle est en première ligne et doit assumer elle-même la responsabilité non seulement de la protection interne de ses citoyens mais aussi de sa défense au sens le plus classique du terme ? Autrement dit, peut-elle se penser et devenir cette

« puissance dure », pour faire référence à l'expression du professeur d'Harvard, Joseph Nye ?

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, dans le contexte de la Guerre froide,

« Rien n'est plus trompeur et dangereux que le succès »

les pays européens à l'Ouest – à l'exception notable de la France et de la Grande-Bretagne – avaient totalement délégué

leur sécurité, aux États-Unis dans le cadre de l'OTAN. Un choix qui s'avéra judicieux. La guerre resta froide et le système soviétique s'écroula de lui-même, victime de ses contra- ➤➤

ditions. Mais rien n'est plus trompeur et dangereux que le succès. bercée par l'illusion que les questions de sécurité appartenaient à un âge révolu – les guerres balkaniques n'étaient qu'un anachronisme – l'Union européenne se projeta très vite dans un monde post-moderne, dont elle se voyait comme l'éclaircieur et le modèle.

### Les trois cartes de l'Europe

L'Europe disposait pour garantir sa sécurité de trois cartes. La première, l'Amérique – que l'on pouvait critiquer ou dénoncer à loisir – demeurait une forme ultime d'assurance-vie. La seconde, celle de l'élargissement, s'était révélée particulièrement efficace au début du vingt et unième siècle en agissant par capillarité. « Vous voulez rejoindre notre club de paix et de prospérité ? Comportez-vous bien. » Mais cette politique, qui fonctionna dans les Balkans et en Europe centrale, ne parvint pas à s'ériger en modèle universel. L'Union ne pouvait avoir pour ambition d'intégrer en son sein, par vagues successives, tous les pays qui, de près ou de loin, l'entouraient. Aussi, dès 2002, et ce fut sa troisième carte, l'Union européenne exprima la volonté de développer un espace de prospérité et de stabilité à ses frontières élargies. C'est ainsi



© Martin Spurny / 123RF

que naquit la « Politique européenne de voisinage » (PEV). En 2008 elle se traduisit par la création, à l'initiative de la France, de l'Union pour la Méditerranée (UpM) puis, en 2009, de son pendant à l'Est, le Partenariat Oriental<sup>1)</sup>.

Le problème aujourd'hui est que ces trois cartes sont toutes dépassées. La politique de voisinage doit être fondamentalement repensée à la lumière de l'évolution géopolitique. À moins de trois heures d'avion de Paris, à l'est comme au sud, le canon gronde, les hommes meurent, le chaos progresse. Face à la dureté des temps, l'Europe peut-elle toujours se penser avant tout

comme une « puissance civile » ? Lorsque l'Italie appelle à l'aide en Méditerranée afin de faire face à la progression de Daesh en Libye, lorsque l'Europe « croule » sous l'afflux de réfugiés en raison de l'escalade des combats en Syrie, lorsque la Pologne ou les États baltes s'inquiètent de la poursuite, même sous une apparence plus modérée, des ambitions russes en Ukraine, pouvons-nous faire comme s'il ne se passait rien ou presque ?

### L'Europe n'a pas le choix

Mieux contrôler l'accès à Internet face au terrorisme est indispensable. Mieux protéger l'accès à notre territoire est tout aussi primordial. Ces politiques ne peuvent être menées à bien qu'ensemble. Face au terrorisme, on ne peut faire face et se sauver seuls. Augmenter nos budgets de défense, dans le monde qui est le nôtre, s'impose désormais comme une nécessité.

Face à ceux qui rêvent de recréer l'Union soviétique, ou face à ceux qui proclament que leur ambition est de conquérir Rome, l'Europe n'a pas le choix. Elle doit redevenir une « puissance dure ». Il ne s'agit pas de sombrer dans une quelconque nostalgie d'une époque impériale ou coloniale révolue, ni dans quelque rêverie militariste, ni dans une forme d'aventurisme néoconservateur, à la George W. Bush : il s'agit tout simplement de faire preuve de lucidité et de bon sens, sinon plus encore d'instinct de survie.

Le problème est qu'il existe sur ce plan comme un divorce entre raison et émotion. Face à une menace multiforme et qui nous concerne tous, la tentation est grande, irrésistible même pour certains, de nous replier sur nous-mêmes, d'abandonner tout l'acquis communautaire européen au nom d'une vision strictement nationale.

Dans ce contexte, la menace est perçue comme provenant tout autant du laxisme et de l'incompétence de ses voisins, que des terroristes eux-mêmes. Pourquoi partager du « renseignement » avec des services qui ne le méritent pas et ne sauraient pas garder l'information ? D'ailleurs en Europe en dehors des Britanniques, qui sont peut-être sur le point de quitter l'Union, et des Français qui possèdent une culture de défense et des services de renseignement dignes de ce nom, les autres, tous les autres sont des amateurs et certains plus que

d'autres encore. Certains États font construire des murs afin de se protéger des autres et de l'autre qui peut être en nous. Jouant de la peur, comme d'une caisse de résonance particulièrement efficace, les partis populistes, commencent à influencer sur les agendas des partis traditionnels, alors même qu'ils constituent de manière fondamentale au niveau des valeurs une menace eux aussi pour notre sécurité.

### La menace des trois « ismes »

Ne peut-on dire en effet que trois « ismes » menacent de manière, certes diverse, mais toutes dangereuses, notre sécurité : le djihadisme, le poutinisme et le populisme. Les premiers veulent nous détruire, les seconds souhaitent faire la preuve de notre faiblesse, pour accomplir leur dessein qui mêle nationalisme et mystique religieuse, les troisièmes, enfin, ont pour projet de s'emparer de nos âmes au nom d'une vision du monde passionnément anti-démocratique et donc anti-européenne.

Face à ces trois « ismes », une réalité doit s'imposer à nous. Nous ne pouvons plus comme ce fut le cas hier, nous reposer sur les États-Unis pour assurer notre défense. Il serait certes prématuré d'enterrer l'Amérique, mais elle n'a plus ni les moyens, ni la volonté d'être seule le gendarme du monde occidental et de ses valeurs. Le salut ne viendra pas de la Chine trop lointaine, ni de nos voisins du Sud comme la Turquie, l'Égypte ou l'Algérie qui sont trop obsédés par leur propre sécurité et par la survie de leurs régimes, et nous regardent avec un mélange de ressentiment historique et d'ambiguïté culturelle, sinon directement religieuse.

Aujourd'hui il y a urgence et nous ne pouvons plus nous permettre d'échouer à nouveau dans notre tentative de concilier volonté de changement, désir d'ordre et de stabilité et nostalgie d'une souveraineté strictement nationale, qui n'est tout simplement plus possible. Comment faire pour que la raison prévale sur l'émotion ?

C'est bien là toute la question. ☞

**Dominique Moïsi**, politologue, conseiller spécial à l'Ifrri (Institut français des relations internationales)

<sup>1)</sup> La politique de « partenariat oriental » de l'Union a été instituée pour soutenir les efforts de six États postsoviétiques (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine) en matière de réformes politiques, sociales et économiques.